



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 06 NOV. 2024  
PORTANT DÉCISION APRÈS EXAMEN AU CAS PAR CAS  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R.122-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

N° 2024 - 29 - 0021

**Le Préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement et notamment son annexe III ;

**VU** le code de l'environnement et en particulier ses articles L.122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

**VU** l'arrêté de la Ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

**VU** le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2024-29-0021 relatif au projet de modification du site de tri/transit/regroupement de déchets exploité par la société Paul GRANDJOUAN SACO au lieu-dit Kerdroniou à QUIMPER, déposé le 18 octobre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que ce projet relève de la catégorie « Installations classées pour la protection de l'environnement » (ICPE) sous le régime de l'autorisation ;

**CONSIDÉRANT** que le projet consiste à :

- exploiter une plateforme de broyage dédiée au traitement des déchets de bois ;
- augmenter les quantités maximales autorisées sur site pour les déchets de bois avant et après broyage ;
- mettre à jour la situation administrative du site ;

**CONSIDÉRANT** que le projet se situe :

- au sein d'un site déjà classé ICPE et titulaire d'une autorisation d'exploiter ;
- dans la zone artisanale de Kerdroniou ;
- en bordure de terre agricoles ;
- à 100 m de l'habitation la plus proche, située au sud du site en zone rurale ;
- à environ 300 m au sud de la route 2 x 2 voies desservant QUIMPER Sud ;

**CONSIDÉRANT :**

- que le projet concerne l'emprise actuelle d'un site existant régulièrement autorisé au titre des ICPE, et qu'il ne nécessite pas d'extension géographique ;
- qu'il s'agit de modifications n'affectant que peu le fonctionnement de l'installation actuelle ;
- l'absence d'impact paysager étant donné l'existence d'une épaisse haie arborée sur les limites sud et ouest séparant le site des parcelles agricoles ;
- les mesures compensatoires prévues pour éviter les nuisances potentielles, notamment un arrosage de la trémie d'alimentation du broyeur afin d'éviter les émissions de poussières ;
- de ce fait, l'absence prévisible de risque sanitaire ;
- que les modifications à l'origine de la demande ne sont pas susceptibles d'entraîner des impacts justifiant la réalisation d'une évaluation environnementale ;
- que dans ces conditions, le fait de proposer la réalisation d'une étude d'incidence plutôt qu'une évaluation environnementale apparaît un choix proportionné à la consistance du projet ;

**CONSIDÉRANT** que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne sus-visée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

## **A R R Ê T E**

**Article 1<sup>er</sup> :** En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de modification du site exploité par la société Paul GRANDJOUAN SACO, zone de Kerdroniou à QUIMPER, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

**Article 2 :** La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet est soumis.

**Article 3 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) formé dans les deux mois à compter de sa publication sur le site internet des services de l'État du Finistère :

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet du Finistère - Préfecture du Finistère  
42, boulevard Duplex  
29320 QUIMPER CEDEX

Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente décision sur le site internet des services de l'État dans le Finistère :

Recours contentieux:

par voie postale : tribunal administratif de RENNES – Hôtel de Bizien – 3, contour de la Motte – CS 44416 – 35044 RENNES CEDEX ou par l'application Télérecours citoyen : <https://www.telerecours.fr>.

Le recours administratif prolonge de deux mois le délai du recours contentieux.

Lorsqu'elle conclut à la nécessité d'une évaluation environnementale, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire devant l'autorité environnementale, conformément aux dispositions du VI de l'article R122-3 du code de l'environnement. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

**Article 4 :** Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire et publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère.

Pour le Préfet,  
Le secrétaire général,



François DRAPÉ